



Lille envahi 1914-1918

L'ÉCOLE AUX ARCHIVES

CAHIER 01

GUERRE ET DESTRUCTIONS

ÊTRE OCCUPANT

ÊTRE OCCUPÉ

Le contrôle administratif et réquisitions

Les difficultés d'approvisionnement

Le travail

RÉSISTANCE ET DÉPORTATION

MÉMOIRE ET RECONSTITUTION



A l'approche du centenaire de la déclaration de la guerre 14-18, et pour inaugurer les différentes actions qui seront menées dans le cadre de cette commémoration, les Archives départementales du Nord proposent un dossier pédagogique sur la ville de Lille pendant la Grande Guerre.

La cité est en effet un cas particulier. Déclarée ville ouverte, elle est peu défendue en octobre 1914 et subit une occupation militaire de près de quatre ans, avec ses privations, ses drames, sa résistance, ses fusillés...

A bien des égards, l'occupation du début du siècle préfigure celle de la Seconde Guerre mondiale. Les Lillois ont subi les restrictions de toutes sortes. La malnutrition laisse la ville exsangue en 1918. Il faut alors un programme spécial de nutrition et de remise en forme pour faire face aux nombreux enfants souffrant de problèmes pulmonaires, de tuberculose, de rachitisme...

Les maux de l'occupation allemande pendant la Grande Guerre ont longtemps été sous-évalués. Pour beaucoup de Français, les « Boches du Nord » étaient à l'abri des difficultés. C'est cette image qu'il a fallu combattre et qui explique probablement le nombre et l'importance des monuments commémoratifs de la Première Guerre mondiale à Lille.

Le dossier sur "**Lille envahi, 1914-1918**" s'organise autour de cinq thèmes illustrés chacun par quelques images: guerre et destructions, être occupant, être occupé, la résistance à l'occupation et mémoire et reconstitution.

Le dossier s'inspire de l'exposition itinérante *Le Nord en guerre* et de son catalogue réalisés par les **Archives départementales du Nord** sous la direction de Claudine Wallart, conservateur en chef. Les établissements scolaires peuvent [emprunter l'exposition](#) et se procurer le catalogue auprès du service éducatif des archives.

Le service éducatif des Archives départementales du Nord [accueille également gratuitement les groupes scolaires](#), les adultes, les associations...pour des séances de découverte des archives. Une bonne occasion de prolonger le travail sur la thématique de la Première Guerre mondiale !

Les **Archives départementales du Nord** ont réalisé sous la direction de Rosine Cleyet-Michaud, conservateur général du patrimoine, directrice des Archives départementales du Nord et de Claudine Wallart, conservateur en chef du patrimoine, un guide des sources de la guerre 14-18 dans le Nord, paru en 2009 et dont un supplément devrait être prochainement mis en ligne.

TÉLÉCHARGEMENT

PLAN DU SITE

CRÉDITS



LE CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET RÉQUISITIONS

La carte d’identité est rendue obligatoire le 1^{er} septembre 1915. Elle doit être présentée à toutes les réquisitions sous peine d’une amende de 30 marks. Avec le couvre-feu et les laissez-passer, la carte d’identité fait partie des mesures de contrôle strictes de la population.

La correspondance est surveillée. Elle est très difficile avec la France. Pour envoyer ou recevoir des nouvelles des proches, il faut que le courrier transite par la Suisse pour pouvoir arriver.

Dès les débuts de la guerre, les réquisitions ont concerné les logements, l’industrie et les matières premières : lin, chanvre, jute, coton, laine des matelas... Beaucoup de machines ont été détruites. Les Allemands prélèvent le cuivre.



Carte d’identité, 9 R 577



Lille, réquisition de matelas et coussins, 30 Fi guerre 14-18/328

LES DIFFICULTÉS D’APPROVISIONNEMENT

Les communes en zone occupée sont rapidement contraintes d’émettre des monnaies de nécessité. Elles doivent en effet faire face à des dépenses considérables : payer les amendes et des impositions, payer les fonctionnaires qu’ils soient municipaux ou qu’ils dépendent de l’Etat. Il faut assurer les secours et en priorité nourrir les populations.

Aussi les communes comme Lille décident-elles d’émettre des bons communaux remboursables à la fin de la guerre.

Les difficultés d’approvisionnement sont considérables. Le charbon sert au chauffage et à la cuisine. Les quantités sont suffisantes jusqu’en 1916. Après 1916 apparaissent les difficultés les plus importantes.

Les populations manquent de vêtements dont les matières premières ont été réquisitionnées.

Mais les difficultés les plus importantes concernent l’alimentation. Le Comité d’Alimentation du Nord de la France (C.A.N.F.), affilié à la *Commission for Relief in Belgium* (C.R.B.) créée par l’ambassadeur d’Espagne à Bruxelles, et par le futur président des Etats-Unis, Herbert Hoover, essaie de subvenir aux besoins essentiels des populations en zone occupée.

Le nombre de calories fourni par l’aide alimentaire ne dépasse pas 1400 calories par jour. La ration alimentaire est de 1800 calories en 1915, 1340 en 1917 et 1600 en 1918. La population souffre de sous-alimentation, malgré les efforts des autorités pour diffuser des recettes simples et nourrissantes, pour ouvrir des restaurants de suralimentation ou pour faire chauffer des *fourneaux économiques*.



Bons communaux, J 720



Le comité d’alimentation du Nord de la France à Lille, 30 Fi guerre 14-18/331



Tarif des denrées délivrées par le Comité hispano-américain à La Madeleine, affiche, décembre 1916, 9 R 708

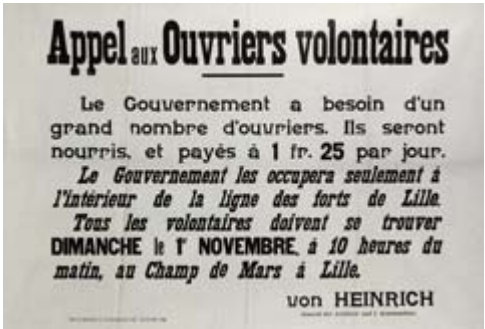
LE TRAVAIL

La mobilisation en masse prive l’industrie de guerre allemande de main d’œuvre. Si une partie des troupes sont démobilisées, la pénurie de main d’œuvre persiste. Les autorités allemandes tentent de recruter de la main d’œuvre dans les territoires occupés. Un appel en ce sens du gouverneur réunit 18 volontaires.

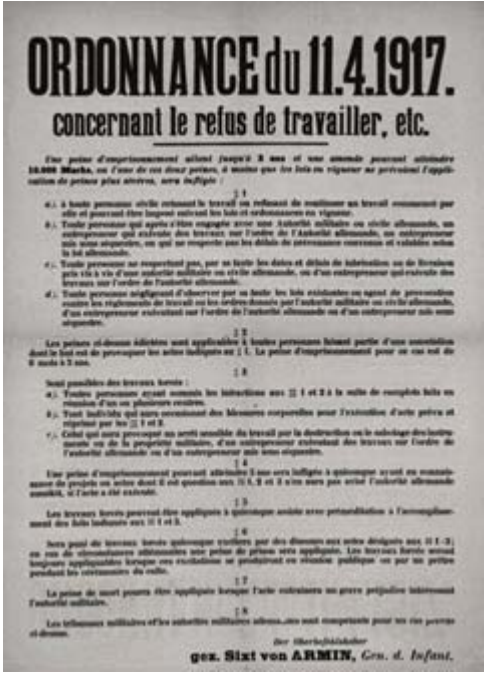
Dès lors les autorités militaires décident de réquisitionner hommes et femmes par la force. Pendant la semaine tragique, du 22 avril au 29 avril 1916, 10 500 personnes dont 2/3 de femmes et de jeunes filles, sont ainsi transportées dans des wagons à bestiaux pour travailler pour les Allemands dans l’Aisne et dans les Ardennes. Les conditions de vie et de travail de ces déportés sont particulièrement pénibles. Confrontées à de nombreuses difficultés – la mort de 157 personnes -, les autorités allemandes décident de faire revenir progressivement les personnes contraintes au travail forcé.

Le 3 octobre 1916, les autorités militaires promulguent une nouvelle ordonnance qui impose de travailler pour les Allemands à toute personne en âge de le faire. Les travailleurs volontaires portent un brassard blanc ; les autres un brassard rouge.

100 000 hommes environ sont ainsi contraints de travailler pour les Allemands, dans des conditions de vie extrêmement difficiles.



Appel à la main-d’œuvre volontaire pour Lille, affiche, 9 R 708



Ordonnance du général von Armin du 11 avril 1917 sur le refus de travailler, 9 R 775



**Personal-Ausweis
Carte d'identité**

N° de la carte d'identité _____
 N° du certificat d'inscription _____
 Nom et prénom _____

Né le _____
 à _____
 Nationalité _____
 Profession _____
 Domicile _____
 Rue _____
 Dernier domicile _____

PIÈCES D'IDENTITÉ ET TÉMOINS:

Signature du possesseur: _____
 Signature de l'employé: _____
 (Nom et prénom)

NB. Ce talon restera aux mains du délivrant.

N° de la carte d'identité
 (N° der Ausweiskarte)
 N° du certificat d'inscription
 (N° der Wehrfähigenliste)
 Nom et prénoms
 (Vor- und Zunahme) pour femmes mariées ou veuves, nom de jeune fille — Bei Frauen auch Mädchenname.

Né le _____
 (Geboren am)
 à _____
 (In)
 Nationalité _____
 (Staatsangehörigkeit)
 Profession _____
 (Stand)
 Domicile _____
 (Wohnort)
 Jour de l'arrivée _____
 (Tag des Zuzuges)
 Rue _____
 (Strasse)
 Dernier domicile _____
 (Vorheriger Aufenthaltsort)

Cette carte est exclusivement personnelle. Elle ne donne droit à aucune prérogative (libre circulation, etc.). Elle sera toujours portée par son propriétaire qui devra la présenter à toute réquisition.

Signature du possesseur: _____
 (Nom et prénom)
 (Unterschrift des Inhabers)
 (Vor- und Zunahme)

Cachet de la Mairie

PHOTOGRAPHIE

(wenn irgend möglich)

Cachet de la Mairie
SIGNALEMENT
 (Personalbeschreibung)

Taille (Grösse) _____
 Cheveux (Haare) _____
 Yeux (Augen) _____
 Nez (Nase) _____
 Barbe (Bart) _____
 Signes particuliers
 (Besond. Kennzeichen)

Diese Karte dient lediglich zum Ausweise des Inhabers, welcher sie stets bei sich tragen und auf Verlangen vorzeigen muss.

Signature de l'employé qui est responsable de l'exa ctitude du nom indiqué.
 (Unterschrift des verantwortl. Ausstellers).

Anmerkung: Farbe der Ausweise für Männer rot für Frauen blau.





Appel aux Ouvriers volontaires

Le Gouvernement a besoin d'un grand nombre d'ouvriers. Ils seront nourris, et payés à 1 fr. 25 par jour.

Le Gouvernement les occupera seulement à l'intérieur de la ligne des forts de Lille.

Tous les volontaires doivent se trouver DIMANCHE le 1^{er} NOVEMBRE, à 10 heures du matin, au Champ de Mars à Lille.

Von HEINRICH
General der Artillerie und 1. Kommandant.

"Der 19. September 1917, von Heeresverwaltung, Lille" 36. 10. 1917. 3108

VILLE DE LA MADELEINE COMITÉ HISPANO-AMÉRICAIN

Au prochain tour de ravitaillement qui commencera le **MARDI 12 DÉCEMBRE 1916**, chaque personne aura droit, à :

Saindoux	325 gr. ENVIRON	pour	0 ^{FR.} 75
Café	205 gr. ENVIRON	—	0 ^{FR.} 50
Riz	765 gr.	—	0 ^{FR.} 50
Sucre	275 gr.	—	0 ^{FR.} 25
Savon	200 gr. ENVIRON	—	0 ^{FR.} 25
Haricots	275 gr. ENVIRON	—	0 ^{FR.} 25
Mokaine (CHICORÉE)	250 gr.	—	0 ^{FR.} 25
Biscuits	2	—	0 ^{FR.} 20
Cristaux	250 gr. ENVIRON	—	0 ^{FR.} 05
Soit par bouche, 3 fr.			

Le public devra se munir, de 2 sacs et d'un récipient, pour contenir les cristaux de soude.

Imp. L. MIGNOT, La Madeleine

ORDONNANCE du 11.4.1917.

concernant le refus de travailler, etc.

Une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 ans et une amende pouvant atteindre 10.000 Marks, ou l'une de ces deux peines, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application de peines plus sévères, sera infligée :

§ 1

- à toute personne civile refusant le travail ou refusant de continuer un travail commencé par elle et pouvant être imposé suivant les lois et ordonnances en vigueur.
- Toute personne qui après s'être engagée avec une Autorité militaire ou civile allemande, un entrepreneur qui exécute des travaux sur l'ordre de l'Autorité allemande, un entrepreneur mis sous séquestre, ou qui ne respecte pas les délais de prévenance convenus et valables selon la loi allemande.
- Toute personne ne respectant pas, par sa faute les dates et délais de fabrication ou de livraison pris vis à vis d'une autorité militaire ou civile allemande, ou d'un entrepreneur qui exécute des travaux sur l'ordre de l'autorité allemande.
- Toute personne négligeant d'observer par sa faute les lois existantes ou agent de provocation contre les règlements de travail ou les ordres donnés par l'autorité militaire ou civile allemande, d'un entrepreneur exécutant sur l'ordre de l'autorité allemande ou d'un entrepreneur mis sous séquestre.

§ 2

Les peines ci-dessus édictées sont applicables à toutes personnes faisant partie d'une association dont le but est de provoquer les actes indiqués au § 1. La peine d'emprisonnement pour ce cas est de 6 mois à 3 ans.

§ 3

Sont passibles des travaux forcés :

- Toutes personnes ayant commis les infractions aux §§ 1 et 2 à la suite de complots faits en réunion d'un ou plusieurs centres.
- Tout individu qui aura occasionné des blessures corporelles pour l'exécution d'acte prévu et réprimé par les §§ 1 et 2.
- Celui qui aura provoqué un arrêt sensible du travail par la destruction ou le sabotage des instruments ou de la propriété militaire, d'un entrepreneur exécutant des travaux sur l'ordre de l'autorité allemande ou d'un entrepreneur mis sous séquestre.

§ 4

Une peine d'emprisonnement pouvant atteindre 3 ans sera infligée à quiconque ayant eu connaissance de projets ou actes dont il est question aux §§ 1, 2 et 3 n'en aura pas avisé l'autorité allemande aussitôt, si l'acte a été exécuté.

§ 5

Les travaux forcés peuvent être appliqués à quiconque assiste avec préméditation à l'accomplissement des faits indiqués aux §§ 1 et 3.

§ 6

Sera puni de travaux forcés quiconque excitera par des discours aux actes désignés aux §§ 1-3; en cas de circonstances atténuantes une peine de prison sera appliquée. Les travaux forcés seront toujours applicables lorsque ces excitations se produiront en réunion publique ou par un prêtre pendant les cérémonies du culte.

§ 7

La peine de mort pourra être appliquée lorsque l'acte entraînera un grave préjudice intéressant l'autorité militaire.

§ 8

Les tribunaux militaires et les autorités militaires allemandes sont compétents pour les cas prévus ci-dessus.

Der Oberbefehlshaber

gez. Sixt von ARMIN, Gen. d. Infant.



Französische Frauen beim Waschen in einer Waschanstalt.